

**Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 10 avril 2008 —
Commission des Communautés européennes/République portugaise
(Affaire C-265/06) ⁽¹⁾
(Manquement d'État — Libre circulation des marchandises — Articles 28 CE et 30 CE — Articles 11
et 13 de l'accord EEE — Restrictions quantitatives à l'importation — Mesures d'effet équivalent —
Véhicules automobiles — Apposition de films colorés sur les vitrages)**

(2008/C 128/08)

Langue de procédure: le portugais

Parties

Partie requérante: Commission des Communautés européennes (représentants: A. Caeiros, P. Guerra e Andrade et M. Patakia, agents)

Partie défenderesse: République portugaise (représentants: L Fernandes, agent et A. Duarte de Almeida, avocat)

Objet

Manquement d'État — Violation des art. 28 et 30 CE — Législation nationale interdisant la fixation de films de couleur sur les vitrages des véhicules automobiles de passagers ou de marchandises

Dispositif

1) *En interdisant à l'article 2, paragraphe 1, du décret-loi n° 40/2003, du 11 mars 2003, l'apposition de films colorés sur les vitrages des véhicules automobiles, la République portugaise a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu des articles 28 CE, 30 CE ainsi que 11 et 13 de l'accord sur l'Espace économique européen, du 2 mai 1992.*

2) *La République portugaise est condamnée aux dépens.*

⁽¹⁾ JO C 212 du 2.9.2006.